

PARENT, Gilles, *Deux efforts de colonisation française dans les Cantons de l'Est, 1848 et 1851*. Groupe de Recherche en Histoire des Cantons de l'Est, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1980. \$5.00.

Jack I. Little

Volume 34, numéro 4, mars 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303915ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303915ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Little, J. I. (1981). Compte rendu de [PARENT, Gilles, *Deux efforts de colonisation française dans les Cantons de l'Est, 1848 et 1851*. Groupe de Recherche en Histoire des Cantons de l'Est, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1980. \$5.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34(4), 647–650. <https://doi.org/10.7202/303915ar>

PARENT, Gilles, *Deux efforts de colonisation française dans les Cantons de l'Est, 1848 et 1851*. Groupe de Recherche en Histoire des Cantons de l'Est, Département d'histoire, Université de Sherbrooke, 1980. \$5.00

Séparés des seigneuries canadiennes-françaises par la culture et par la géographie, les Cantons de l'Est ont été pendant longtemps une enclave dans la province de Québec. Tout comme l'Ontario, cette région a d'abord été colonisée par des Américains, puis par des immigrants anglais. Cependant, à cause de sa situation géographique, elle a souffert d'isolement économique et de retard démographique. Aux environs de 1840, quand de plus en plus de Canadiens français durent fuir leurs concessions surpeuplées, une grande partie des Cantons de l'Est est restée inhabitée. Le clergé catholique devint alors, dans son effort pour protéger ses ouailles d'une dispersion dans l'immense masse anglo-protestante des États-Unis, le principal promoteur du fameux mouvement de colonisation du XIX^e siècle. En partie parce que l'influence politique et sociale de l'Église ne pouvait être ignorée, mais aussi parce que l'élite canadienne-française dans son ensemble ressentait l'urgence de la situation, le mouvement de colonisation s'est rapidement politisé. Malheureusement, les tensions et les divisions idéologiques du Bas-Canada à la fin des années 1840 travaillèrent contre le premier plan important de colonisation: *l'Association pour l'établissement des Canadiens Français dans les Townships du Bas-Canada*. La section principale de l'Association, située à Montréal, mourut en moins d'un an, en ayant accompli seulement une partie du vaste programme prévu par ses organisateurs.

C'est principalement l'histoire institutionnelle de cette section que Gilles Parent, à la suite de beaucoup d'autres dont Léon Pouliot et Jacques Monet, a choisi d'examiner. Par le biais d'une analyse minutieuse et détaillée de la presse du temps, Gilles Parent met en relief des aspects de la question qui ont échappé à ses prédécesseurs. Il présente aussi un dossier convaincant en faveur de l'interprétation nationaliste. Celle-ci veut en effet que LaFontaine, et non Papineau et les jeunes membres de l'Institut Canadien, ait été le principal responsable de la mort prématurée de

l'Association des Townships. La raison n'est évidemment pas que LaFontaine se serait opposé en principe à la colonisation. Mais il craignait l'avantage politique que cette Association pouvait apporter à ses opposants radicaux en les liant à l'influent Mgr Bourget. À l'aide d'une subvention de £ 20 000, reçue de l'Angleterre par l'intermédiaire du gouverneur Elgin, le ministère de LaFontaine pouvait soutenir largement l'Association. Par ricochet, les journalistes partisans y trouvaient une nouvelle occasion de chanter les avantages du régime: l'Union avec le Haut-Canada et le rattachement à la mère patrie. Même le promoteur initial de l'Association, l'abbé Bernard O'Reilly de Sherbrooke, a affirmé que les controverses à propos de l'Union devaient cesser. Cette attitude a provoqué une riposte agressive de l'*Avenir*. Ce fut le signal de l'effritement de l'Association.

Faisant écho à l'abbé O'Reilly, Parent regrette le fait que des divisions idéologiques empêchèrent les participants de s'unir «même pour une cause à la fois nationale et religieuse comme la colonisation» (p. 122). Sans doute l'abbé O'Reilly était-il naïf de penser que cette union pouvait être possible dans le climat politique de la fin des années 1840. Ou peut-être jouait-il simplement la carte dangereuse de l'Institut Canadien pour sensibiliser le gouvernement à ses demandes? La première hypothèse semble plus probable. En réalité, tout le projet est marqué du sceau de l'irréalisme. En négligeant d'approfondir la question au-delà des controverses politiques, l'auteur a perdu de vue deux facteurs beaucoup plus importants dans cette histoire décevante de l'Association. Il est peu vraisemblable que les attaques réciproques publiées dans la presse aient été la principale cause du désintéressement rapide de la population après une flambée initiale d'enthousiasme. Les organisateurs de la section de Québec ont aussi reçu un accueil réservé lors de leurs assemblées de souscription. Pourtant cette section présentait l'image de bonnes relations internes. On peut donc penser que l'Association, même dans les meilleures conjonctures, aurait dû compter sur le gouvernement et l'Église pour financer ses opérations. Mais la contribution à long terme du gouvernement devait, de toute nécessité, se limiter à subventionner les terres de la Couronne et la construction des routes de colonisation. Quant à l'Église, elle disposait de ressources limitées pour assurer l'entretien de ses prêtres-missionnaires dans les Cantons. En effet, ces ressources provenaient en partie des fonds recueillis par un organisme de charité, la *Société pour la propagation de la foi*. Il faudra attendre après la Confédération pour que le gouvernement et l'Église unissent à nouveau leurs efforts dans l'organisation de sociétés de colonisation à grande échelle. Mais encore là, ces sociétés dépendront étroitement des souscriptions privées (attirées cette fois par l'appât du gain).

Une autre faiblesse fondamentale de l'Association serait apparue si l'auteur avait examiné le travail de colonisation entrepris. Les deux sec-

tions, Montréal et Québec, ont établi des colonies dans les Cantons de l'Est: Montréal dans le comté de Roxton et Québec dans ceux de Garthby et Stratford (au lac Aylmer). Ironiquement, la colonie issue du groupe divisé de Montréal a rencontré le plus de succès. Mais elle était mieux située et elle a profité d'une planification soigneuse de la part du premier propriétaire, la *British American Land Company*. Les colons de Québec, par contre, vécurent dans la misère jusque bien après 1849. Leurs récoltes furent mauvaises et ils étaient situés dans un des coins les plus reculés des Cantons de l'Est. Mais le rôle de l'Association était de doter les communautés d'églises et d'écoles et non de pourvoir aux besoins matériels des colons. Il semblerait donc qu'un idéalisme inexpérimenté ait été aussi néfaste sur le plan de l'organisation concrète qu'il l'était sur le plan politique.

En traitant du «deuxième effort» (1851), l'auteur tend aussi à s'arrêter aux écrits et aux dires de l'élite à propos de la colonisation plutôt qu'à décrire la situation ou les résultats. En réalité, il n'y a pas eu de second mouvement de colonisation en 1851. L'auteur l'affirme pourtant en se fondant uniquement sur le mémoire *Le Canadian Emigrant*, publié par les prêtres catholiques des Cantons de l'Est. Ce rapport représente l'apogée de plusieurs années de discours et de pétitions de la part des prêtres et des colons des Bois-Francs. La campagne visait à inciter le gouvernement à adopter une série de mesures afin de décourager la spéculation sur les terres et à promouvoir l'amélioration des routes initialement sous contrôle municipal. Ignorant les réformes d'avant le *Municipal and Road Act* (1855) — qu'il attribue faussement à G.-E. Cartier au lieu de L. T. Drummond — Parent critique les anglophones des Cantons de l'Est et le gouvernement pour le retrait en 1851 de l'«Acte pour faciliter l'établissement des Townships de l'Est dans le Bas-Canada». Mais ce bill anti-démocratique, en imposant une taxe foncière provinciale aux Cantons de l'Est seulement, aurait effectivement bloqué les réformes importantes de la législation municipale, passées durant les années suivantes.

Dans la conclusion de son livre, Parent réitère l'interprétation traditionnelle voulant que les propriétaires absents aient été les principaux obstacles à la colonisation canadienne-française des Cantons de l'Est, et l'Église, son principal promoteur. Mais ceci n'explique pas pourquoi les francophones ont évité la région jusque dans les premières années de 1840 pendant que les Américains et les Anglais atteignaient 50 000 de population (en 1844). L'absence des propriétaires tend à persister seulement là où les conditions physiques rendent la colonisation impossible. Parent oublie de mentionner que la ligne de chemin de fer Québec-Richmond, qui a fourni la plus grande impulsion pour le développement des Bois-Francs, a été construite à la demande des spéculateurs de Québec. Les prêtres peuvent avoir aidé à diriger les Canadiens français vers les Cantons de l'Est et ils peuvent avoir influencé le gouvernement à

voter des réformes sur les terres, mais la vague de colonisation a été largement une réponse spontanée à des conditions de base économiques et sociales. Il y avait près de 15 000 Canadiens français dans les Cantons de l'Est dès 1844.

En dépit de son approche traditionnelle, ce livre ajoute très certainement à notre compréhension de l'idéologie et des politiques des Canadiens français pendant le régime de l'Union. De fait, les pages sur l'Association des Townships auraient pu constituer un article de revue intéressant et utile. Quoi qu'il en soit, sa présentation actuelle le rend plus accessible aux étudiants et au grand public. Et pour cette raison, on doit féliciter le Groupe de Recherche en Histoire des Cantons de l'Est.

Simon Fraser University

J. I. LITTLE

Traduction: LOUISE CAZEAU